

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

N. 88 — 630

13 JANUARI 1988. — Ministerieel besluit waardoor de specialiteit Flubenol-KH, pasta, ad. us. vet., van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;  
Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van de farmaceutische specialiteit Flubenol-KH, pasta, ad. us. vet., is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 13 januari 1988.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 88 — 630

13 JANVIER 1988. — Arrêté ministériel exonérant la spécialité Flubenol-KH, pâte, ad. us. vét., de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;  
Vu l'avis de la Commission des médicaments,

Arrêté :

Article 1er. La délivrance de la spécialité pharmaceutique Flubenol-KH, pâte ad. us. vét., n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 janvier 1988.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 88 — 631

22 JANUARI 1988. — Ministerieel besluit waardoor de aflevering van de farmaceutische specialiteit SCOPODERM TTS aan een medisch voorschrift onderworpen wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 8;

Overwegende dat het passend is, wegens het risico van neveneffecten, te wijten aan het gebruik van dit geneesmiddel, de aflevering van dit geneesmiddel te onderwerpen aan een medisch voorschrift,

Besluit :

Enig artikel. De aflevering van de farmaceutische specialiteit SCOPODERM TTS wordt aan een medisch voorschrift onderworpen.

Brussel, 22 januari 1988.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

F. 88 — 631

22 JANVIER 1988. — Arrêté ministériel soumettant à prescription médicale la délivrance de la spécialité pharmaceutique SCOPODERM TTS

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments notamment l'article 8;

Considérant qu'en raison des risques d'effets secondaires liés à l'utilisation de ce médicament, il convient de soumettre sa délivrance à prescription médicale,

Arrête :

Article unique. La délivrance de la spécialité pharmaceutique SCOPODERM TTS est soumise à prescription médicale.

Bruxelles, le 22 janvier 1988.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 632

8 JANVIER 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les règles particulières de subvention en application des dispositions de l'article 61 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, spécialement son article 61;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 30 novembre 1987;

Vu l'avis de l'organe de concertation;  
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 22 décembre 1987;  
 Vu l'accord du président de l'Exécutif chargé du budget;  
 Considérant qu'il y a lieu de mettre à exécution sans retard les dispositions relatives à la subvention des centres d'observation et d'orientation et centres de premier accueil;  
 Vu l'urgence,

Arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** — Lorsque des conventions sont conclues avec les services résidentiels en application de l'article 61 de l'arrêté du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, il sera tenu compte des règles de subventions tel que repris en annexe du présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

**Art. 3.** Le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 janvier 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

**Annexe à l'arrêté fixant les règles de subvention  
 en application des dispositions de l'article 61 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987**

1. Sauf en ce qui concerne les dispositions particulières déterminées ci-après, l'ensemble des dispositions relatives aux services résidentiels sont applicables.

2. § 1. La durée maximale de la prise en charge est limitée à 1/3 mois (\*). A la demande de l'autorité de placement, le séjour pourra être prolongé de 2 fois quinze jours/une fois 3 mois (\*), dans les cas suivants :

- a) si une prolongation de la période d'observation s'avère nécessaire;
- b) s'il n'est pas possible de faire admettre le bénéficiaire dans un service jugé approprié selon les conclusions du rapport d'observation;
- c) s'il est indispensable d'attendre pour faire admettre le bénéficiaire dans un établissement scolaire;
- d) si une interruption de l'année scolaire cause préjudice au bénéficiaire;
- e) si, en raison de circonstances brusques survenues dans la situation du bénéficiaire, une préparation plus longue est requise pour son orientation ou un changement dans son orientation.

§ 2. Il ne peut être dérogé à la durée de la prise en charge précisée au paragraphe premier qu'en raison de circonstances tout à fait exceptionnelles à la demande expresse de l'autorité de placement et après accord de l'administration.

3. Par dérogation aux principes de l'article 54 de l'arrêté précité, pour les essais de réinsertion dans le milieu et pour le recours au logement supervisé mis en œuvre par le service, les limites territoriales ne sont pas applicables. Toutefois, le service doit garantir que les jeunes bénéficient d'un réel encadrement et que des possibilités d'intervention rapide existent.

4. Par dérogation aux principes de l'article 39 de l'arrêté précité, le taux d'occupation calculé pendant la période de référence devra au moins de 60 %/70 % (\*).

5. § 1. Par dérogation aux montants prévus à l'annexe 3 de l'arrêté précité, la subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est égale à deux fois et demi le montant prévu au point 2, d, pour les autres services résidentiels.

La partie non utilisée ou non justifiée de ce qui dépasse le montant alloué aux autres services résidentiels devra être restituée. Il sera cependant tenu compte de la possibilité pour le service de recourir à un amortissement accéléré pour le matériel ou le mobilier directement mis à la disposition des bénéficiaires. La durée de cet amortissement devra être justifiée par des pièces probantes.

§ 2. Seront alloués en plus :

1<sup>o</sup> Dans les limites du contingent kilométrique préalablement déterminé, les frais de déplacement pour des missions éducatives de membres du personnel du service sur base de l'indemnité allouée aux agents de l'Etat.

2<sup>o</sup> Les frais affectés à la réparation de dégâts occasionnés par des mineurs en crise et qui ne sont pas couverts dans le cadre des assurances devant obligatoirement être souscrites par les services.

Dans ce cas, est remboursé le coût du remplacement limité à la valeur résiduelle du bien sur base d'une facture acquittée et d'un rapport détaillé des faits attestant que les mesures ont été prises pour éviter l'aggravation des dégâts.

6. § 1. Par dérogation aux normes de références prévues à l'annexe 4 de l'arrêté précité, les normes prises en considération sont fixées comme suit :

- 1 directeur
- 1 coordinateur pédagogique
- 1 administratif
- et 0.8 éducateur par u.s.
- 0.2 psycho-médico-social par u.s.
- 0.25 personnel d'entretien par u.s.

§ 2. Le mode de calcul du montant forfaitaire dont question à l'article 43 de l'arrêté précité est fixé en annexe de la convention conclue avec le service.

§ 3. Après détermination du nombre de membres de personnel pris en considération pour le calcul de la masse salariale, celui-ci sera toutefois augmenté d'un nombre d'unités ou fractions d'unités pour atteindre un minimum de 1.45 membres de personnel par u.s.

§ 4. Il sera ajouté à la masse salariale ainsi calculée l'équivalent d'une fois le montant forfaitaire.

7. Par dérogation aux règles d'utilisation et de justification de la masse salariale prévues à l'annexe 4 de l'arrêté prérappelé, les barèmes suivants non repris à l'annexe 5 du même arrêté sont pris en considération :

Directeur : conditions de qualification fixées au point E.1 de l'annexe 5 de l'arrêté.

Barème : A. 273 480 — 436 932

3/1 × 8 904

10/2 × 13 674

B. après six années d'ancienneté :

288 920 — 476 046

3/1 × 8 904

11/2 × 13 674

Coordinateur pédagogique : conditions de qualification fixées au point E.1 de l'annexe 5 de l'arrêté.

Barème : A. 232 140 — 361 884

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

10/2 × 8 904

B. après six années d'ancienneté :

242 316 — 372 060

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

10/2 × 8 904

(\*) le premier terme de l'alternative concerne les centres de premier accueil, le second terme les centres d'orientation et d'observation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 8 janvier 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

—  
VERTALING  
—

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 632

8 JANUARI 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de bijzondere regels voor de toekenning van toelagen bij toepassing van de bepalingen van artikel 61 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, inzonderheid op zijn artikel 61;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 december 1985 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 30 november 1987 genomen beslissing;

Gelet op het advies van het overlegorgaan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 22 december 1987;

Gelet op het akkoord van de voorzitter van de Executieve, belast met de begroting;

Overwegende dat de bepalingen met betrekking tot de toekenning van toelagen aan de observatie- en oriëntatiecentra en de centra voor de eerste opvang zonder verwijl ten uitvoer gebracht dienen te worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluiten :

**Artikel 1.** Wanneer overeenkomsten met residentiële diensten worden gesloten bij toepassing van artikel 61 van het besluit van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, moeten de regels voor de toekenning van toelagen zoals deze in de bijlage van dit besluit vermeld zijn, in acht worden genomen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1988.

Art. 3. Het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 januari 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

**Bijlage van het besluit tot vaststelling van de regels voor de toekenning van toelagen  
bij toepassing van de bepalingen van artikel 61 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987**

1. Behalve voor wat de hierna bepaalde bijzondere bepalingen betreft, zijn alle bepalingen met betrekking tot de residentiële diensten van toepassing.

2. § 1. De maximale duur van de tenlasteneming wordt tot 1/3 maanden (\*) beperkt. Op aanvraag van de plaatsingsoverheid, kan het verblijf met twee keer veertien dagen/één keer drie maanden (\*) worden verlengd, in de volgende gevallen :

- a) indien de verlenging van de observatieperiode noodzakelijk blijkt;
- b) indien het niet mogelijk is de begunstigde toe te laten in een dienst die als geschikt wordt geacht op grond van de conclusies van het observatieverslag;
- c) indien het onontbeerlijk is te wachten alvorens de begunstigde in een schoolinrichting toe te laten;
- d) indien een onderbreking van het schooljaar nadelig is voor de begunstigde;
- e) indien er, wegens plotselinge omstandigheden die de toestand van de begunstigde wijzigen, een langere voorbereiding vereist is voor zijn oriëntatie of een verandering in zijn oriëntatie;

§ 2. Van de duur van de tenlasteneming bedoeld in § 1 kan alleen wegens zeer uitzonderlijke omstandigheden worden afgeweken op uitdrukkelijke aanvraag van de plaatsingsoverheid en na akkoord van de administratie.

3. In afwijking van de beginselen van artikel 54 van het bovenvermelde besluit, zijn de territoriale beperkingen niet toepasselijk voor de pogingen tot wederintegratie in het leefmilieu en voor de huisvesting onder supervisie die door de dienst in het werk wordt gesteld. De dienst moet er echter voor zorgen dat de jongeren een werkelijke begeleiding genieten en dat het mogelijk is snel op te treden.

4. In afwijking van de beginselen van artikel 39 van het bovenvermelde besluit, moet het bezettingspercentage dat gedurende de referentieperiode berekend wordt, ten minste 60 %/70 % (\*) bedragen.

5. § 1. In afwijking van de bedragen bedoeld in bijlage 3 van het bovenvermelde besluit, is de forfaitaire toelage voor werkingskosten gelijk aan twee en een half keer het bedrag dat in punt 2, d, voor de andere residentiële diensten bepaald is.

Het niet aangewende of niet verantwoorde deel van het bedrag dat het aan de andere residentiële diensten toegekende bedrag overschrijft, moet worden teruggegeven. Er zal echter rekening worden gehouden met de mogelijkheid om voor de dienst een beroep te doen op een versnelde afschrijving voor het materieel en het meubilair dat rechtstreeks ter beschikking van de begunstigten gesteld wordt. De duur van deze afschrijving moet door bewijsstukken worden verantwoord.

§ 2. Worden er nog bij toegekend :

1° Binnen de perken van het vooraf bepaalde kilometercontingent, uitkeringen voor de reiskosten voor opvoedkundige opdrachten van personeelsleden van de dienst op grond van de vergoeding toegekend aan de rijksambtenaren.

2° Uitkeringen voor de kosten voor de herstelling van de schade die door minderjarigen in crisistoestand wordt aangericht en die niet wordt gedekt in het raam van de verzekeringen die door de diensten verplicht moeten worden aangegaan.

In dit geval worden de kosten voor de vervanging, beperkt tot de residuele waarde van het goed, vergoed op grond van een betaalde factuur en van een gedetailleerd verslag van de feiten waaruit blijkt dat maatregelen werden getroffen om een verergering van de schade te vermijden.

6. § 1. In afwijking van de referentienormen bedoeld in bijlage 4 van het bovenvermelde besluit, worden de in aanmerking genomen normen vastgesteld als volgt :

- 1 directeur
- 1 pedagogisch coördinator
- 1 administratief
- en 0,8 opvoeder per b.e.
- 0,2 psychisch-medisch-sociaal per b.e.
- 0,25 onderhoudspersoneel per b.e.

§ 2. De wijze waarop het forfaitair bedrag bedoeld in artikel 43 van het bovenvermelde besluit wordt berekend, wordt bepaald in de bijlage van de overeenkomst die met de dienst wordt gesloten.

§ 3. Na bepaling van het aantal personeelsleden dat voor de berekening van de loonmassa in aanmerking wordt genomen, wordt dit aantal echter verhoogd met een bepaald aantal eenheden of breuken van eenheden om een minimum van 1,45 personeelsleden per b.e. te bereiken.

§ 4. De aldus berekende loonmassa wordt verhoogd met het equivalent van een keer het forfaitair bedrag.

7. In afwijking van de regels voor de aanwending en de verantwoording van de loonmassa, bedoeld in bijlage 4 van het bovenvermelde besluit, worden de in bijlage 5 van hetzelfde besluit niet vermelde volgende barema's in aanmerking genomen :

Directeur : kwalificatievereisten vastgesteld in punt E.1 van bijlage 5 van het besluit.

Barema : A. 273 480 — 436 932

3/1 × 8 904  
10/2 × 13 674

B. na zes jaar anciënniteit :

298 920 — 476 046  
3/1 × 8 904  
11/2 × 13 674

Pedagogisch coördinator : kwalificatievereisten vastgesteld in punt E.1 van bijlage 5 van het besluit.

Barema : A. 232 140 — 361 884

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

10/2 × 8 904

B. na zes jaar anciënniteit :

242 316 — 372 060

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

10/2 × 8 904

(\*) de eerste term van het alternatief heeft betrekking op de centra voor de eerste opvang, de tweede term op de oriëntatie- en observatiecentra.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 8 januari 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 3 februari 1988 dat in werking treedt op 1 april 1988 is aan de heer Bayart, A., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van advocaat bij het Hof van Cassatie.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 17 februari 1988 dat in werking treedt op 2 april 1988 is aan de heer Destrooper, J., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Moorsele.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 12 januari 1988 is de aanwijzing van de heer Van Doren, I., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 30 maart 1988.

Hij blijft gemachtigd zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank.

Bij ministerieel besluit van 8 februari 1988 is de aanwijzing van Mevr. Massaux, L., als stagiair in het arbeidsauditoraat te Charleroi, hernieuwd voor een termijn van één jaar met ingang van 1 april 1988.

### MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

Toepassing van artikel 56, §§ 1 en 3, van de wet van 26 juli 1971, houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en van artikel 82bis van de gemeentewet, ingelast bij artikel 20 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

Bij koninklijk besluit van 3 maart 1988 is goedgekeurd de beslissing van 4 december 1987 van de gemeenteraad van Brussel, houdende goedkeuring van het gewijzigd definitief ontwerp van de sloop- en wederopbouwwerken aan het in de Tempelstraat 32-34 gelegen gebouw, houdende goedkeuring van de uitschrijving van een beperkte offerteaanvraag, alsmede van de uitgave.

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 3 février 1988 entrant en vigueur le 1er avril 1988 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Bayart, A., de ses fonctions d'avocat à la Cour de Cassation.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 17 février 1988 entrant en vigueur le 2 avril 1988 est acceptée la démission de M. Destrooper, J., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Moorsele.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 12 janvier 1988 la désignation de M. Van Doren, I., juge au tribunal de première instance de Louvain, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 30 mars 1988.

Il reste autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.

Par arrêté ministériel du 8 février 1988 la désignation de Mme Massaux, L., aux fonctions de stagiaire à l'auditorat du travail de Charleroi, est renouvelée pour un terme d'un an prenant cours le 1er avril 1988.

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Application de l'article 56, §§ 1er et 3, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes et de l'article 82bis de la loi communale, inséré par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1976, relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Un arrêté royal du 3 mars 1988 approuve la décision du conseil communal de Bruxelles du 4 décembre 1987, approuvant le projet d'exécution modifié des travaux de démolition et de reconstruction de l'immeuble sis rue du Temple 32-34, le recours à l'appel d'offres restreint ainsi que la dépense y relative.